



ÉDITORIAL
JEAN-LOUIS SANCHEZ
Directeur éditorial

SERVICE NATIONAL UNIVERSEL : ne pas se tromper de méthode

Changement d'époque : la question du vivre-ensemble devient enfin une problématique incontournable¹. Il a fallu attendre la multiplication d'événements montrant notre profonde vulnérabilité sur le terrain écologique et sociétal pour que l'intérêt autour du bien commun se renforce. Ce mouvement de la pensée est d'autant plus intéressant qu'il s'accompagne de la prise de conscience du rôle déterminant des maires dans la production de liens sociaux et de repères. L'idée, que nous avons souvent mise en avant, selon laquelle "si la liberté et l'égalité sont principalement l'affaire de l'État, la fraternité est principalement l'affaire du local", trouve enfin une résonance auprès des pouvoirs publics et des médias.

Cette profonde évolution trouve une expression concrète en ce qui concerne le service national universel (SNU). En effet, parmi les moyens préconisés pour rétablir des liens non seulement entre les jeunes, mais aussi entre eux et le reste de la population, le service national universel est déterminant (voir mon dernier ouvrage *La fraternité n'est pas une chimère*). Même si dans sa version actuelle il ne se décline que sur un mois, ce qui est très insuffisant pour forger de nouveaux comportements, la dynamique ainsi engagée peut s'avérer très instructive pour des développements futurs. Mais à condition de se donner toutes les chances de réussir cette première étape.

Rappelons que le SNU d'un mois doit être à moitié consacré à la formation sur les gestes qui sauvent, et à moitié à l'engagement citoyen. Or si jusqu'à présent cette orientation paraissait fortement compromise par la mise en œuvre du dispositif par l'Armée, la nomination d'un secrétaire d'État² pourrait ouvrir d'autres perspectives, par exemple en confiant la responsabilité de l'encadrement des jeunes aux maires. En effet, ce sont les mieux placés pour leur offrir l'opportunité de participer à une cure de jouvence du service public, de moins en moins personnalisé et de plus en plus technocratique, en enrichissant la relation au public d'une dimension moins contrainte et plus spontanée.

Et si cette ambition se concrétise, les maires pourront alors mieux revendiquer une fois de plus face à l'opinion leur rôle incontournable dans l'entretien du pacte républicain. En somme, tout le monde sera gagnant, les jeunes, la population, et les maires.

¹ Voir la dernière allocution publique du Président de la République le 16 octobre 2018.

² Gabriel Attal, Secrétaire d'État en charge de la jeunesse et du service national universel auprès du Ministre de l'Éducation nationale.